

procédés. Nous pouvons réduire les tarifs de par notre propre volonté et nous pouvons leur demander de faire certaines choses; mais nous devons en rester là. En réalité, l'Europe a besoin de plus de capitaux; on l'admet dans de nombreux secteurs; c'est ainsi que les pays européens pourront accroître leur rendement.

L'hon. M. CAMPBELL: C'est justement là que je voulais en venir.

M. HOPE: Mais en fait, comment pouvons-nous demander aux capitalistes canadiens de placer leurs capitaux en France, en Italie, au Danemark, en Hollande ou en Grande-Bretagne? Je sais que quelqu'un a établi un semblable programme (il y en a dans nos services à l'heure actuelle) programme se réduisant à la proposition d'après laquelle le Canada devrait devenir créancier de la Grande-Bretagne, c'est-à-dire acheter des actions britanniques. Personnellement, je n'ai pas d'argent à placer, mais je suis persuadé que si j'en avais beaucoup j'étudierais les placements s'offrant en Europe et au Canada et je prendrais bonne note de la vague de prospérité qui déferle chez nous à l'heure actuelle. Il me semble que je serais davantage enclin à placer mes capitaux au Canada plutôt qu'en Europe. En Italie par exemple, on peut s'attendre à une confiscation des capitaux.

L'hon. M. CAMPBELL: Mais n'y a-t-il pas un autre élément important qui a empêché les pays européens d'accroître leur rendement et d'étendre leurs industries, élément dont on n'a pas fait mention ici? Je veux parler des impôts écrasants qui accablent à l'heure actuelle l'industrie européenne et surtout au Royaume-Uni...

M. HOPE: C'est encore une des conséquences d'un régime de bien-être social.

L'hon. M. CAMPBELL: Je veux en venir à ceci: est-il possible, sous un régime fiscal écrasant, et sans crédits, d'amener les usines de ces pays au point où elles pourraient concurrencer les denrées offertes sur les marchés mondiaux, même au cas de réduction des tarifs douaniers?

M. HOPE: La chose est possible si le secteur industriel de ces nations peut s'étendre. Il est exact que leur rendement devra être accru grâce à des immobilisations. Vous pensez que, même en cas de réductions de tarifs douaniers, ces pays n'auraient ni les capitaux ni les excédents nécessaires pour élargir leur secteur industriel, à cause d'impôts trop lourds. La réponse à ce problème se trouve en partie dans les mesures prises hier par M. Butler. Vous aurez remarqué sans doute que sa solution est très hardie. L'opinion publique estime que les hommes d'affaires réalisent des bénéfices trop considérables et qu'on devrait leur imposer une surtaxe importante. La plupart d'entre nous comprennent qu'une ligne de conduite pareille tendrait à réduire la possibilité de reverser au capital social une partie des bénéfices réalisés; donc, tout capital devrait en dernière analyse, venir du Gouvernement. La Grande-Bretagne va risquer son va-tout et essayer d'encourager les hommes d'affaire à adopter la formule à laquelle vous songez, c'est-à-dire reverser au capital social une portion plus considérable de leurs bénéfices, grâce à une réduction de ces impôts mêmes qui jusqu'à présent ont entravé une telle possibilité.

L'hon. M. CAMPBELL: Je me suis efforcé de tirer au clair le rapport qu'il peut y avoir entre l'importance d'une certaine forme de crédit et la réduction des tarifs douaniers. N'est-il pas exact que dans notre propre pays, nous empruntons des sommes trop élevées, eu égard au capital placé dans la plupart de nos sociétés? La situation régnant à cet égard au Canada vous est-elle connue?

M. HOPE: Vous voulez dire qu'on émet trop d'obligations, par rapport aux actions ordinaires?